

Même si le ministre s'est rallié à l'établissement d'un taux de change flottant au cours des derniers jours—cela semble un ralliement plutôt soudain—je me demande ce que cela va donner. Comme mon chef et le représentant de Waterloo l'ont déclaré, notre parti approuve sans restriction le principe d'un taux de change flottant. Mais qu'est-ce que le gouvernement va faire maintenant? Cela ne suffira pas à régler nombre de nos problèmes économiques. Il y a un dicton qui dit qu'on ne peut enseigner de nouveaux tours à un vieux chien. L'autre jour, c'est à dire lundi, le ministre a paru plutôt peiné lorsque j'ai déclaré qu'il devrait envisager de présenter sa démission vu ses réalisations. Nous nous sommes penchés sur le dossier du ministre des Finances en matière de gestion économique. Son budget du 12 mars est maintenant complètement bouleversé. D'abord, il a proposé un budget immobiliste. C'est maintenant changé. Il a également suggéré un contrôle du crédit à la consommation. L'idée a été abandonnée. Il a également fourni l'argent nécessaire à l'opération LIFT, qui a été un échec dans l'Ouest du Canada. Que fait-il maintenant pour poursuivre sa politique et rendre efficace les mesures qu'il a prises et en faire bénéficier le Canada et comment les Canadiens pourront-ils avoir confiance en lui à l'avenir?

Je m'inquiète surtout des politiques que l'on adoptera à la suite de l'annonce faite dimanche après-midi par le ministre. Le déblocage de notre dollar règlera nombre de problèmes que pose notre situation avec l'étranger, mais elle ne fait rien pour notre équilibre financier intérieur actuellement très compromis. Le fait est que la mesure prise par le ministre, aussi tardive soit-elle, donne au gouvernement l'occasion de se concentrer sur nos propres besoins économiques internes.

Le problème majeur qui se pose en ce moment est de savoir comment traiter le ralentissement de notre économie et le chômage. Que fait le ministre pour stimuler l'économie et pour créer plus d'emplois pour les Canadiens? Quelles dispositions compte-t-il prendre pour aider les régions déprimées, les provinces atlantiques, et pour réduire le taux élevé de chômage au Québec? Que compte-t-il faire pour aider ma propre province de Saskatchewan qui est dans le marasme à l'heure actuelle? Une autre question se pose: le gouvernement songe-t-il à maintenir sa nouvelle politique, ou s'agit-il seulement d'expédients temporaires?

En théorie, les importations à meilleur marché devraient aider l'économie canadienne, comme le laissait entendre l'annonce du gouvernement; elles pourraient aider à

alléger les pressions exercées sur le niveau des prix, mais comment pouvons-nous être sûrs que ces avantages profiteront aux Canadiens, car fondamentalement nous ne vivons plus dans une économie de marché, mais dans une économie de prix administrés. Hier, j'ai demandé au ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) quelles mesures il entendait prendre pour s'assurer que le bénéfice des prix moins élevés des importations allait profiter aux Canadiens et, bien entendu, je n'ai reçu aucune réponse. Il a tout simplement écarté la question.

Quel genre de politique d'investissements le gouvernement va-t-il présenter pour l'ensemble du Canada? Sera-ce une politique des revenus? Monsieur l'Orateur, j'estime qu'à la longue il n'y a que ce moyen pour résoudre les problèmes économiques avec lesquels le gouvernement est aux prises et contre lesquels il se débat si futilement depuis deux ans. Pour que la nouvelle politique produise des effets, elle doit, à mon avis, se dérouler dans le cadre d'une politique des revenus, d'une politique d'investissements et de capitaux, d'une politique qui atténuera et résoudra les problèmes de ceux qui, jusqu'ici, ont été victimes de l'inflation.

Le ministre a dit dimanche, et certains des orateurs l'ont dit aussi ce soir ici, que le nouveau taux de change flottant devra être assorti d'autres mesures de compensation. Bien entendu, on a déjà parlé au cours du débat des difficultés auxquelles font face les industries d'exportation par suite de la nouvelle politique, et il faut en tenir compte. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) a fait un discours stupéfiant au cours du débat.

• (11.30 p.m.)

Il a critiqué mon exposé et relevé un des commentaires que j'ai faits sur la déclaration du ministre des Finances hier à l'appel des motions. J'avais dit que le gouvernement ne devrait pas hésiter à prendre les mesures nécessaires pour neutraliser les effets défavorables de sa nouvelle politique sur les industries canadiennes d'exportation et il a cité mes paroles. D'après le ministre, je laissais sous-entendre une faiblesse générale dans les exportations canadiennes. Il a cité des chiffres et nombre d'exemples, surtout à l'égard de l'exportation de minéraux et de certaines matières premières, et naturellement, le ministre avait raison. Quiconque a étudié la question sait bien que nos exportations se maintiennent à un niveau élevé depuis quelques mois. Mais le ministre a passé sous silence le point principal de mon argument et c'est qu'il y a des industries d'exportation qui